

Registre de Commerce et des Sociétés

B6139

No : L040106890 1

Déposé le : 30/12/2004



M

B6139

30/12/2004

L040106890.01

R



Repris
N/A

« CLT-UFA »

société anonyme

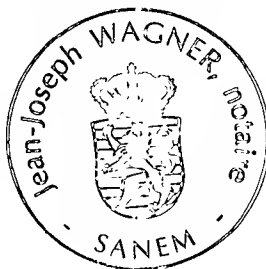
Luxembourg

R.C.S. Luxembourg section B numéro 6.139

Statuts coordonnés déposés au Registre de Commerce et
des Sociétés de et à Luxembourg, le

Pour mention aux fins de publication au Mémorial,
Recueil Spécial C des Sociétés et Associations.

Belvaux, le 27 décembre 2004.



Registre de Commerce et des Sociétés

B6139

No : L040106890.2

Déposé le : 30/12/2004



B6139

30/12/2004

L040106890.02

R



Repris

N/A

Handwritten signature/initials

« CLT-UFA »

société anonyme

L u x e m b o u r g

R.C.S. Luxembourg, section B numéro 6.139

STATUTS COORDONNES à la date du 8 décembre 2004

Titre 1^{er}. - Dénomination, siège, objet et durée

Article 1^{er}.- Il a été formé, entre les propriétaires des parts sociales sans désignation de valeur ci-après créées et de celles qui pourraient l'être par la suite, une société anonyme existant sous la dénomination « **CLT-UFA** ». Elle peut exercer ses activités sous la dénomination et le sigle commerciaux de « Radio Télé Luxembourg » ou en abrégé « **RTL** ».

Article 2.-

2.1. Le siège de la société est établi dans la commune de Luxembourg.

2.2. La société peut établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs dans tous pays, par simple décision du Conseil d'administration.

2.3. Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, militaire, économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se sont produits ou seront imminents, le siège social pourra être transféré à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales, sans que toutefois cette mesure puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Article 3.-

3.1.- La société a pour objet l'exploitation de concessions, permissions et autorisations de la part d'autorités publiques pour des programmes de radio sonore, de télévision, et/ou d'autres genres de communication, radiodiffusés ou non, avec ou sans fréquence, par émetteur hertzien, câblodistribution, satellite ou par tout autre moyen de diffusion ou de transmission, interactif ou non, à destination du public résident ou à rayonnement international, quel qu'en soit le mode de financement et de commercialisation.

3.2. Elle a également pour objet le développement, la création, la production, la fabrication, l'acquisition, l'assemblage, le conditionnement, l'intégration, la diffusion et la distribution de tous programmes, émissions et produits sonores, visuels, audiovisuels ou informatiques, et de tous supports, dispositifs, équipements et installations relevant des technologies présentes et à venir de la communication et de l'information, pour son propre compte ou pour des tiers, ainsi que toutes activités de recherche, d'assistance et de conseil y relatives.

3.3 Elle peut participer par mise de fonds, fusion, souscription ou autres interventions auprès de toutes sociétés, entreprises, associations ou autres entités juridiques existantes ou à constituer, quelle qu'en soit la forme et la nationalité, dont l'objet est similaire ou complémentaire au sien.

3.4. Elle peut effectuer en général toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières et immobilières ayant un rapport direct ou indirect avec son objet social ou qui pourraient en faciliter ou favoriser la réalisation.

3.5. Elle peut faire tout ce qui est utile ou nécessaire à l'accomplissement de son objet social.

Les énumérations figurant au présent article sont exemplatives et non limitatives et s'entendent dans le sens le plus large.

Article 4.- La société est régie par les présents statuts et par les dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales telle que cette législation a été complétée et modifiée par la suite.

Article cinq.- La durée de la société est illimitée.

Titre 2.- Capital

Article 6.-

6.1. Le capital social est fixé à **quatre cent cinquante millions d'euros (450.000.000.- EUR)** représenté par **dix-neuf millions sept cent cinquante mille deux cent soixante-deux (19.750.262)** parts sociales, sans désignation de valeur nominale et entièrement libérées.

6.2. Les droits et obligations de toutes les parts sociales sont égaux.

Les parts sociales sont nominatives ou au porteur, au choix du propriétaire, sous réserve des restrictions prévues par la loi et les présents statuts.

Article 7.-

7.1. Les droits et obligations attachés à la part sociale suivent le titre dans quelques mains qu'il passe.

7.2. La possession d'une part sociale emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'Assemblée générale. Les parts sociales sont indivisibles et la société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par titre.

Titre 3.- Administration et contrôle

Article 8.- La société est administrée par un Conseil d'administration de dix membres au moins et de dix-sept membres au plus, actionnaires ou non, y non compris les représentants des salariés prévus par la loi.

Le Conseil d'administration comprend, outre le président, au moins trois membres de nationalité luxembourgeoise et résidant au Grand-Duché de Luxembourg.

Les administrateurs sont nommés par l'Assemblée générale des actionnaires et toujours révocables par elle, sous réserve de l'application des dispositions légales sur la représentation des salariés.

Article 9.- Les administrateurs sont nommés pour six ans au plus. Leur mandat est renouvelable.

Article 10.- En cas de vacance d'un ou de plusieurs sièges d'administrateur, il peut être pourvu provisoirement au remplacement dans les conditions prévues par la loi.

L'administrateur coopté termine le mandat de son prédécesseur.

Article 11.-

11.1. Le Conseil d'administration nomme, parmi ses membres, un président ayant la nationalité luxembourgeoise et résidant au Grand-Duché de Luxembourg.

11.2 En cas d'empêchement du président, le Conseil d'administration désigne un président de séance.

Article 12.- Le Conseil se réunit aussi souvent que les affaires de la société l'exigent, sur la convocation du président ou, dans les conditions visées à l'article 33 de la loi du 6 mai 1974, du tiers de ses membres.

Article 13.-

13.1. Sauf en cas de force majeure, il ne peut délibérer en réunion que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Ses décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés.

13.2. Les administrateurs absents peuvent se faire représenter par un autre administrateur. Les administrateurs peuvent émettre leur vote sur les questions à l'ordre du jour par téléconférence ou vidéoconférence, sous réserve de confirmation par écrit.

13.3. En cas d'urgence, les administrateurs peuvent également prendre leurs décisions par voie de résolutions circulaires sans se réunir physiquement. Les résolutions proposées sont envoyées ou télécommuniquées par écrit à tous les administrateurs et elles sont censées être adoptées en cas de vote affirmatif exprimé à la majorité prévue à l'alinéa 1^{er} ci-dessus et envoyé au siège de la société, par écrit, soit par voie postale, soit par tout autre moyen de télécommunication par un écrit. Le président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, le président de séance en dresse procès-verbal, auquel sont annexées les prises de position reçues de la part des administrateurs, et qui est conservé au siège de la société avec les autres procès-verbaux du Conseil d'administration. Il pourra être procédé de même au sein des comités émanant du Conseil.

Article 14.- Les décisions du Conseil prises en réunion sont consignées dans les procès-verbaux conservés au siège de la société et signés par le président du Conseil d'administration ou le président de séance.

Les copies ou extraits des procès-verbaux à produire en justice ou ailleurs seront certifiés par le président, ou un mandataire spécial désigné par le Conseil.

Article 15.- Le Conseil a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social, à l'exception de ceux que la loi ou les statuts réservent à l'Assemblée générale.

Article 16.-

16.1. Le Conseil d'administration peut créer un ou plusieurs comités dont les membres peuvent être choisis, soit parmi les administrateurs, soit en dehors d'eux et dont il détermine la composition, le fonctionnement et les pouvoirs. Ces pouvoirs une fois donnés subsistent jusqu'à ce qu'ils aient été modifiés par le Conseil d'administration.

16.2. Le Conseil peut, en outre déléguer la gestion journalière de la société et la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion à une ou plusieurs personnes ou à un comité.

Le Conseil peut aussi conférer des pouvoirs à telles personnes que bon lui semblera pour un ou plusieurs objets déterminés.

16.3. Il peut, aux conditions fixées par lui, autoriser ses délégués à consentir des substitutions partielles de leurs pouvoirs.

16.4. Il détermine les émoluments et avantages, fixes ou proportionnels, à passer par frais généraux, des comités, des directeurs-généraux et des mandataires quelconques.

16.5. A l'égard des tiers, la société est engagée en toutes circonstances soit par la signature conjointe de deux administrateurs, soit,

dans les limites de la gestion journalière, par la ou les personnes déléguées à cette gestion.

Elle est en outre engagée par des mandataires spéciaux dans la limite de leur mandat.

Article 17.- Le contrôle des comptes annuels et la vérification de la concordance du rapport de gestion avec les comptes annuels de l'exercice sont confiés à un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, désignés par l'Assemblée générale, dans les conditions prévues par la loi.

Le ou les réviseurs consignent le résultat de leur mission dans le rapport visé par la loi.

Article 18.- L'Assemblée générale fixe pour chaque exercice les jetons de présence qu'elle alloue au Conseil d'administration et le cas échéant aux comités émanant du Conseil.

Titre 4.- Assemblée générale

Article 19.- L'Assemblée générale des détenteurs de parts régulièrement constituée représente l'universalité des détenteurs de parts même dissidents ou absents.

Article 20.- L'Assemblée générale qui statue sur le bilan et le compte de profits et pertes se réunit de plein droit le troisième mercredi du mois d'avril, à dix heures et demie dans la commune de Luxembourg, à l'endroit indiqué dans les convocations. Si ce jour est férié, l'Assemblée se réunit le premier jour ouvrable suivant, à la même heure.

Article 21.-

21.1. Les convocations pour toutes les Assemblées générales contiennent l'ordre du jour et sont faites conformément à la loi.

21.2. Les titulaires de parts sociales nominatives peuvent assister à l'Assemblée générale sans formalité préalable, mais tout transfert de titre nominatif est suspendu pendant les cinq jours qui précèdent la réunion de l'Assemblée.

21.3. Les propriétaires de parts sociales au porteur doivent, pour avoir le droit d'assister à l'Assemblée générale, déposer leur titres cinq jours au moins avant cette Assemblée au siège social ou dans les banques ou établissements de crédit indiqués dans l'avis de convocation.

Le Conseil d'administration a la faculté d'accepter des dépôts moins de cinq jours avant l'Assemblée ou même d'abrégé ce délai par voie de mesures générales.

Article 22.-

22.1. Tout détenteur de parts sociales peut se faire représenter à l'Assemblée, à condition que les procurations aient été déposées au siège social cinq jours au moins avant l'Assemblée générale pour laquelle elles ont été données. Le Conseil d'administration a la faculté d'accepter des dépôts moins de cinq jours avant l'Assemblée ou même d'abrégé ce délai par voie de mesures générales.

22.2. Chaque part sociale donne droit à une voix.

Article 23.- L'Assemblée générale ne délibère valablement que sur les objets à l'ordre du jour et pourvu que plus de 50 % des parts sociales soient présentes ou représentées. Toutes les décisions requièrent pour être valables la majorité simple ou qualifiée exigée par les statuts ou par la loi.

Article 24.- L'Assemblée générale est présidée par le président du Conseil d'administration. En cas d'empêchement du président, l'Assemblée est présidée par l'administrateur désigné par l'Assemblée.

Article 25.- Le président de séance désigne le secrétaire et un scrutateur.

Article 26.- Les procès-verbaux de l'Assemblée sont signés par le président de séance, le secrétaire et le scrutateur.

La justification à en faire en justice ou à l'égard des tiers résulte des copies ou extraits du procès-verbal certifiés conformes par le président ou un mandataire spécial désigné par le Conseil.

Titre 5. Comptes annuels et affectation de résultats

Article 27.- L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Article 28.-

28.1. A la fin de chaque exercice, les écritures sociales sont arrêtées et le Conseil d'administration établit les comptes annuels et le rapport de gestion.

28.2. L'Assemblée générale annuelle entend le rapport de gestion, prend connaissance du rapport du ou des réviseurs d'entreprises, et statue sur l'adoption du bilan et du compte de profits et pertes. Elle se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs

Article 29.-

29.1. Les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisoires nécessaires, pour la fixation desquels le Conseil d'administration a tous pouvoirs, constituent les bénéfices nets.

29.2. Sur ces bénéfices il est prélevé cinq pour cent au moins pour la réserve légale, dans les limites fixées par la loi.

29.3. Le paiement des dividendes se fait annuellement aux époques fixées par le Conseil d'administration qui désigne également les caisses auxquelles il sera effectué.

29.4. Le Conseil d'administration pourra procéder, dans les conditions déterminées par la loi, à la répartition d'un ou de plusieurs acomptes sur dividendes.

Titre 6.- Dissolution, liquidation

Article 30.- En cas de dissolution de la société, la liquidation se fera d'après les dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze concernant les sociétés commerciales, telle que cette législation a été complétée et modifiée par la suite.

POUR COPIE CONFORME DES STATUTS COORDONNES,

Belvaux, le 27 décembre 2004.

